

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20241104-DEC-DAEN1012 EN DATE DU 11 DEC. 2024
PORTANT LA MISE À JOUR DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET DES
PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DES
INSTALLATIONS DE LA SOCIÉTÉ ZINQ VALENCE À CHABEUIL**

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la Directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

VU le Code de l'Environnement, notamment la section 8 du chapitre V du titre Ier de son livre V ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme,

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU la décision d'exécution (UE) n° 2022/2110 de la commission du 11 octobre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries de transformation des métaux ferreux (BREF FMP), parue au journal officiel de l'Union européenne le 04 novembre 2022 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 28 février 2022 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-1206 du 3 avril 2009 autorisant la société ZINQ VALENCE à exploiter une unité de galvanisation des métaux sur le territoire de la commune de CHABEUIL ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016265-0010 du 20 septembre 2016 portant la mise à jour administrative du site notamment la rubrique 3230 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019358-0008 du 18 décembre 2019 portant la mise à jour administrative du site ;

VU le dossier de réexamen défini à l'article R. 515-72 établissant une comparaison des conditions d'exploitation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de transformation des métaux ferreux transmis par la société ZINQ Valence au Préfet de la Drôme par courrier du 27 décembre 2023 ;

VU le rapport de base remis conjointement au dossier de réexamen conformément à l'article L. 515-31 du Code de l'Environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 12 novembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 13 novembre 2024 ;

VU les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courrier en date du 13 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a remis le dossier de réexamen et le rapport de base requis en application de l'article R. 515-71 du Code de l'Environnement le 27 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que les activités de galvanisation des métaux relèvent notamment de la rubrique IED principale 3230 et sont à ce titre couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de transformation des métaux ferreux (BREF FMP) qui lui sont applicables ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté, permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émission associés applicables ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à la transformation des métaux ferreux ;

CONSIDÉRANT les éléments présentés par l'exploitant, dans le dossier de réexamen déposé le 27 décembre 2023, concernant la situation administrative du site ;

CONSIDÉRANT les 8 sondages de sols autour de l'installation mis en évidence dans le rapport de base ;

CONSIDÉRANT donc qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du Code de l'Environnement pour les rendre opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions techniques actuelles réglementant le site doivent être complétées conformément à l'article R. 515-60 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que la surveillance du paramètre SO₂ pour le conduit n°2 n'est plus nécessaire compte tenu de la nature du combustible ;

CONSIDÉRANT que les bains de décapage sont désormais chauffés par un échangeur air/eau alimenté par une pompe à chaleur ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

Article 1 : Modifications des prescriptions antérieures et Mise à jour administrative

Article 1.1 : Modifications des prescriptions antérieure

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

| Références des arrêtés préfectoraux antérieurs | Références des articles dont les prescriptions sont modifiées ou supprimées | Nature des modifications (modification, ajout, suppression) et référence aux articles correspondants du présent arrêté |
|--|---|--|
| Arrêté préfectoral n° 2019358-0008 du 18 décembre 2019 | Article 1.2.1, tableau des rubriques | Abrogé et remplacé par le tableau des rubriques de l'article 1.2 du présent arrêté. |
| Arrêté préfectoral n°09-1206 du 3 avril 2009 | Article 3.2.4 | Abrogé et remplacé par l'article 2.1 du présent arrêté. |
| Arrêté préfectoral n°09-1206 du 3 avril 2009 | Article 8.2.1.1 | Abrogé et remplacé par l'article 2.2 du présent arrêté. |
| Arrêté préfectoral n°09-1206 du 3 avril 2009 | Article 8.2.4 | Abrogé et remplacé par l'article 3.2 du présent arrêté. |

Article 1.2 : Mise à jour administrative

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2019358-0008 du 18 décembre 2019 est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

| Rubrique | Régime ^(x) | Activité | Nature de l'installation et volume autorisé |
|-----------------------------------|-----------------------|---|--|
| 2567-1.a | A | Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : a. Supérieur à 1 000 l. | Galvanisation de métaux par immersion dans un bain de zinc fondu de volume égal à 69 000 l (soit une capacité de zinc de 450 tonnes) |
| 3230-c Rubrique IED principale | A | Transformation des métaux ferreux : c) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure. | Galvanisation de métaux par immersion dans un bain de 450 tonnes de zinc fondu. |
| 3260 | A | Traitement de surface des métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ . | Traitement de surface des métaux par un procédé chimique pour lequel le volume des cuves affectées est supérieur à 30 m ³ . Volume total des bains de traitement de 584 m ³ . |
| 4511 | DC | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 tonnes mais inférieure à 200 tonnes. | Bains de dézingage : 85 tonnes ; Cuve de bain de dézingage usé : 4,2 tonnes ; Bain de fluxage : 80 tonnes ; Quantité totale : 169,2 tonnes. |

(x) A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du Code de l'Environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3230 relative à la transformation des métaux ferreux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FMP.

Article 2 : Rejets atmosphériques

Article 2.1 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n°09-1206 du 3 avril 2009 est abrogé et remplacé par le texte suivant.

Les rejets issus des installations doivent respecter, avant toute dilution, les valeurs limites suivantes en concentration, les gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Paramètres et valeurs limites à respecter pour le conduit n°1 (rejets du bain de zinc) :

| Paramètres | Concentration maximale en mg/Nm ³ |
|-----------------|--|
| Poussières | 5 |
| NH ₃ | 50 |
| Zn | 5 |
| HCl | 5 |

Paramètres et valeurs limites à respecter pour le conduit n°2 (gaz de combustion des brûleurs du bain de zinc) ; teneur en O₂ ramenée à 3 %:

| Paramètres | Concentration maximale en mg/Nm ³ |
|-----------------|--|
| NO _x | 300 |
| | |
| CO | 100 |

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.
 Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Article 2.2 : Autosurveillance des rejets atmosphériques
Les mesures portent sur les rejets du conduit n°1, rejet du bain de zinc :

| Paramètres | Fréquence |
|------------------------------|-----------|
| Débit | ANNUELLE |
| Poussières totales | |
| NOx | |
| NH ₃ | |
| Zn | |
| Ni | |
| Acidité totale exprimée en H | |

Si les vapeurs émises au-dessus des bains de zinc nécessitent d'être captées alors, les rejets canalisés feront l'objet des mesures suivantes :

| Paramètres | Fréquence |
|---------------------------------|-----------|
| Débit | ANNUELLE |
| Acidité totale exprimée en H | |
| Alcalins exprimés en OH | |
| NOx exprimés en NO ₂ | |
| NH ₃ | |

La surveillance de rejets dans l'air porte également sur le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.

Une surveillance des émissions diffuses est également réalisée selon une périodicité annuelle.

Article 3 : Surveillance

Article 3.1 : Surveillance des sols

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de réexamen ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans.

Article 3.2 : Surveillance des effets sur les milieux aquatiques

L'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral n°09-1206 du 3 avril 2009 est abrogé et remplacé par le texte suivant.

Un contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines au droit du site est réalisé. Le prélèvement est réalisé au niveau du puits de l'établissement.

Les analyses réalisées porteront sur les composés suivants :

- (12 Éléments Traces Métalliques (ETM) : Antimoine, arsenic, baryum, cadmium, chrome, chrome VI, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, sélénium et zinc ;
- Composés organo-halogénés adsorbables sur charbon actif (AOX) ;

- Composés Aromatiques Volatils (CAV-BTEX) ; 8 composés : benzène, toluène, éthylbenzène, xylène-méta, xylène-para, xylène-ortho, isopropylbenzène (cumène), mésitylène ;
- Hydrocarbures totaux (Indice HCT C10-C40) ;
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;
- Matières en suspension (MES) ;
- Demande chimique en Oxygène (DCO) ;
- Indice phénols ;
- pH et température (mesures in situ).

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 4 : Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie de la présente décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de Justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'Environnement).

Article 5: Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Chabeuil pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Chabeuil fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

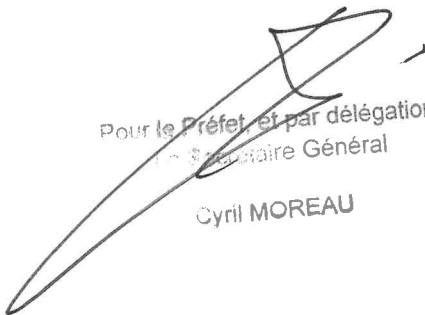
Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 :Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Chabeuil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **11 DEC. 2024**

Le préfet,


Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général
Cyril MOREAU

